



## Conclusion<sup>1</sup>

Michel Wieviorka

Notre rencontre, à l'évidence, a tenu ses promesses, et je suis convaincu qu'elle fera date. Il faut d'abord souligner que c'est tout à l'honneur de l'Assemblée Nationale française que d'avoir accueilli un colloque co-organisé par un parlementaire, un homme du cinéma et un chercheur, et où la parole a été aussi riche, dense, précise, et surtout libre, sans langue de bois. Nous y voyons plus clair, beaucoup plus clair sur les expériences historiques qui ont été évoquées, et sur la complexité des processus de paix et de justice.

Nous sortons de ces deux journées transformés, car mieux informés, mieux équipés intellectuellement, et décidés plus que jamais non seulement à réfléchir, mais aussi à agir pour la paix et la justice, y compris très concrètement – nous avons par exemple entendu Frédérique Dumas proposer un prolongement concret, au Parlement, au rapport Mapping, ou Charles Enderlin suggérer à la Maire de Paris de mieux montrer, par les personnalités qu'elle reçoit, qu'elle peut être à l'écoute des Arabes israéliens ou des Palestiniens.

Nous comprenons mieux à quel point les problèmes qui nous ont réunis exigent une approche globale, totale et durable.

Globale, au sens où la paix et la justice, même si la violence et la guerre ont été limités à un pays, voire moins, appellent de prendre en compte des données qui sont vite géopolitiques, planétaires, qu'il s'agisse du droit international, des ONGs, des facilitateurs, des « médiateurs de l'intérieur » selon l'expression de Jonathan Cohen, etc. Et ici, il ne faut pas être naïf, ou trop angélique. L'approche doit être globale, aussi, parce que dans le monde entier, une expérience locale, nationale, peut inspirer d'autres expériences ailleurs, on l'a vu avec Eduardo Pizarro évoquant l'impact du processus de paix colombien du début des années 90' sur toute l'Amérique latine. Oui, les dimensions internationales des conflits comportent des aspects merveilleux, des ONGs, des acteurs humanitaires, des institutions internationales qui promeuvent les droits de l'homme. Mais

---

<sup>1</sup> Colloque international « "Dialoguer entre ennemis". Nécessités et obstacles à la résolution des conflits armés dans le monde », 25-26 mai 2021. « Ateliers de la paix » à l'Assemblée nationale, en partenariat avec SoV - Sortir de la violence (projet ANR-16-CE39-0010), la revue *Violence : an International Journal* et le réseau international La Bande Passante.



aussi, d'une part, comme l'a montré Monique Chemillier-Gendreau, l'action des Nations Unies se heurte à de lourdes difficultés. Et d'autre part, la vie internationale, on l'a vu notamment avec la RDC, se caractérise également par le cynisme, la priorité donnée aux intérêts économiques, et de là éventuellement au pillage, ou par le souci de puissances étrangères à un conflit d'en profiter pour renforcer leur influence propre, et non pour appuyer les efforts pour la paix et la justice.

L'approche ne peut être aussi que totale, au sens où on ne peut saucissonner les enjeux, traiter à part la paix, d'un côté, la justice, d'un autre, la vérité d'un troisième, la réconciliation d'un quatrième. La réussite exige finalement la démocratie, un système politique favorable, et même structuré pour appuyer les efforts de paix, comme l'a montré Michael Keating. La paix est sinon « frelatée », on peut parler de « pathologie démocratique », une expression qui a été utilisée à propos de la RDC. La volonté collective est décisive, il peut s'agir de la société toute entière, de mobilisation citoyenne, du système politique ou géopolitique. On ne sort pas de la violence ou de la guerre durablement si le régime est autoritaire ou si une partie ne peut s'accommoder d'aucune autre perspective que celle d'une victoire de type militaire. On n'en sort pas, de fait, si la situation n'est pas mûre, si, comme l'a bien expliqué William Zartman, de part et d'autre du conflit, les acteurs n'ont pas conscience d'être parvenus à une impasse, et s'ils discutent et négocient sans que le corps social concerné soit d'une façon ou d'une autre mobilisé.

Enfin, l'approche doit être durable, comme l'ont souligné plusieurs intervenants, et, à l'instant, Teresa Whitfieldt et Liv Toerres. Une autre leçon de nos échanges renvoie à la capacité d'anticiper, durant d'éventuelles négociations, sur tout ce qui se jouera ensuite. Or l'anticipation est vite insuffisante. Dans le cas colombien, on a vu que les difficultés actuelles procèdent aussi du manque d'anticipation, malgré les quatre années de négociation à Cuba : la réintégration des ex-combattants est un échec pour beaucoup, politique, mais aussi personnelle, sociale. La question basque, de toutes celles que nous avons abordées, semble la plus durablement installée dans la paix. Mais la situation récente est le résultat mal abouti d'un processus trop unilatéral, et qui n'a guère laissé de place à l'indispensable justice transitionnelle. Les gouvernements espagnol et français, dans l'ensemble, n'ont pas facilité les choses, ni permis de concilier la justice et la paix. Dans trois semaines, la justice française jugera Josu Urrutikoetxea, un négociateur, nous l'avons entendu qui, du côté d'ETA, a joué un rôle décisif, et sur la durée, dans la sortie de la violence. Il sera jugé pour des faits liés aux préparatifs et aux négociations en question. Or ce qui a été dit à de nombreuses reprises dans notre rencontre indique clairement qu'il ne peut y avoir véritable sortie de la violence



sans garanties et protection pour les négociateurs : il faut souhaiter qu'il en bénéficie, et que la justice comprenne que l'intégrité et la protection des négociateurs sont vitales pour le progrès général de la paix dans le monde, dans cette expérience comme dans d'autres.

Ce qui nous conduit à une dernière question. Pour avancer dans des processus de paix durable, incluant une justice transitionnelle indispensable, il faut pouvoir faire confiance aux États et à leur parole. Or, Philippe Texier l'a très justement souligné, il suffit que le pouvoir d'État change pour que capote une négociation pourtant presque achevée, ou pour que le résultat en soit profondément mis en cause, et altéré. Ce qui appelle des garde-fous, là aussi une grande anticipation, et certainement des garanties internationales.